

*L'Adresse—M. Murta*

oublié au sein même du gouvernement. Il en résulte que les Canadiens de tout le pays dont les origines ne sont ni anglaises ni françaises et qui sont au nombre de huit à dix millions, estiment, à juste titre à mon avis, que tout le domaine du multiculturalisme n'a qu'une importance symbolique qu'on rehausse à l'époque des élections pour gagner des votes.

En effet, quand on parcourt le pays, on entend dire que la communauté culturelle ethnique canadienne est courtisée quelques mois avant les élections—et nous en observons déjà les manifestations à l'heure actuelle—pour ensuite être en grande partie oubliée, quoique pas complètement, quelques mois après. C'est ce qu'on entend répéter encore et toujours, monsieur le Président, dans les conversations avec les gens qu'on rencontre d'un bout à l'autre du pays. La direction actuelle du ministère du Multiculturalisme est généralement considérée trop politique. On estime qu'il faut plutôt établir un ministère qui tâche de s'occuper des questions multiculturelles de façon engagée et sérieuse. Ce n'est pas le cas de la direction actuelle.

Le gouvernement libéral, monsieur le Président, doit changer d'attitude, et pas seulement pour des raisons démographiques. J'ai mentionné l'importance numérique de la communauté multiculturelle. Elle représente le tiers de la population totale du Canada au point de vue démographique. Nous devons nous assurer qu'on accorde à une politique multiculturelle globale l'importance nationale qu'elle mérite. Les Canadiens quelle que soit leur origine ethnique ne sauraient s'attendre à moins de la part de leur gouvernement fédéral. Les Canadiens des différentes origines ethnoculturelles veulent s'intégrer réellement à toutes les couches de la société. Ce n'est pas le cas actuellement et ils estiment qu'ils n'ont pas accès aux leviers de commande dans l'entreprise privée ou dans les services publics, qu'ils s'agissent d'organismes, de ministères ou de sociétés d'État. Ils estiment qu'on leur refuse la place qu'il leur revient. Nous, du parti progressiste conservateur, croyons que tous les Canadiens, quels que soient leur race, leur couleur, leur religion et leur patrimoine culturel, ont une chance égale de s'épanouir dans le secteur d'activités qu'ils ont choisi. Cela doit être un des éléments de base de la politique multiculturelle qui est la nôtre. Nous devons promouvoir la tolérance et le respect de tous, quels que soient le patrimoine et les valeurs culturels de chacun. Malheureusement, ce n'est pas toujours le cas.

● (1550)

Le multiculturalisme n'est pas une notion qu'on doit aux bureaucrates et aux sociologues. C'est plutôt une importante réalité de la vie canadienne. Un tiers des Canadiens sont d'origine autre que française ou anglaise, mais c'est avec beaucoup de réticence que l'on a reconnu ce fait. Les différentes communautés culturelles ne sont pas suffisamment représentées aux échelons supérieurs de la Fonction publique, des organismes publics et des commissions ou sociétés de la Couronne. Il est difficile de trouver des représentants des minorités visibles aux leviers de commande des différents secteurs de la société canadienne. Pendant trop longtemps, on a fait trop peu de cas de l'indifférence du gouvernement à l'égard de la nouvelle réalité culturelle. Il faut que cela change.

Le gouvernement actuel illustre bien cette attitude en refusant, en dépit de requêtes répétées, de créer un ministère du multiculturalisme ayant son propre budget. Quand le parti

progressiste conservateur formera le prochain gouvernement, ces choses vont changer. Les Canadiens de toutes origines seront invités à participer plus activement à tous les échelons de gouvernement, puisqu'il arrive bien souvent qu'il appartient au gouvernement de donner l'exemple en adoptant une attitude juste et équitable. Si, en tant qu'un gouvernement chargé d'administrer les deniers publics et les affaires du pays, nous sommes incapables d'être justes et objectifs, nous ne pouvons certes pas nous permettre de critiquer ceux qui font de même.

La manipulation politique dont elles croient faire l'objet a rendu cyniques certaines personnes. Le gouvernement libéral voit dans le multiculturalisme un outil politique et non pas une réalité sociale. Cela doit changer. Il faut qu'il devienne une réalité sociale et non pas simplement un slogan électoral. Un véritable ministère du Multiculturalisme doit être créé, afin que le ministre chargé de cette question ait un certain poids au sein du Cabinet et que le gouvernement soit sensibilisé aux besoins de cette importante communauté. L'égalité des citoyens doit être la règle et l'un des fondements de la politique gouvernementale. Nous devons faire disparaître toutes les barrières qui empêchent les membres de certains groupes culturels d'être des citoyens à part entière. Toutes les communautés culturelles doivent être les bienvenues sur la scène politique. Nous devons faire connaître aux Canadiens dans quelle mesure les membres des diverses communautés culturelles ont contribué à l'essor de notre pays. Nous devons sensibiliser les organismes gouvernementaux et les artisans de la politique aux aspirations et aux besoins particulières des diverses communautés culturelles.

En disant cela, ce qui nous vient tout de suite à l'esprit, monsieur le Président, c'est le ministère de l'Emploi et de l'Immigration et ses règlements qui touchent ces communautés dans tout le pays. Ce qui importe cependant, c'est que les membres de ces communautés culturelles puissent participer à la prise de décisions et être égaux à tous les autres Canadiens sur le marché du travail. C'est le moins qu'on puisse demander. Nous devrions également faire en sorte que le Code criminel soit plus sévère dans les cas de discrimination raciale. Les minorités visibles doivent jouer un plus grand rôle dans les médias lorsqu'il s'agit de brosser un tableau de leur communauté à la télévision. Tout semble indiquer que les minorités visibles du pays n'ont aucun rôle à jouer dans les médias, ce qui explique qu'elles se sentent rejetées et isolées et victimes de discrimination. Nous pouvons et devons faciliter grandement l'insertion des néo-canadiens dans la société canadienne. Cette insertion doit avoir lieu et c'est à nous de les aider à y parvenir.

Il y a également, monsieur le Président, le problème particulier qui se pose pour de nombreuses immigrantes qui doivent non seulement apprendre la langue du pays, mais également, si elles sont chefs d'une famille monoparentale, trouver à placer leurs enfants pendant qu'elles sont au travail. Il faut trouver le moyen de régler ces problèmes et de pourvoir aux besoins de ces communautés. Les conférences et les belles paroles ne suffisent pas. Il faut renforcer la loi sur les droits de la personne pour mettre un terme à la discrimination et à la propagande haineuse. Et nous avons le pouvoir de le faire en tant que parlementaires. Le gouvernement devrait embaucher ou former des conseillers spéciaux pour régler les problèmes propres aux minorités visibles, des spécialistes qui seraient plus sensibilisés au sort de ces gens que les personnes qui traitent généralement avec le grand public. Nous pourrions aussi procéder par